

Face au tollé, craignant les mobilisations, le gouvernement renonce à récupérer les heures allouées aux enseignements

La consigne ministérielle est tombée comme un couperet dans les établissements en début de semaine. Dans le cadre de la réduction des crédits de 700 millions d'euros à l'Education nationale, le ministère avait demandé aux rectorats de reprendre les budgets correspondants aux Heures Supplémentaires (HSE) et Indemnités pour Missions Particulières non consommées dans les établissements. Des personnels engagés dans des projets se voyaient donc contraints de les abandonner du jour au lendemain ou de travailler gratuitement jusqu'à la fin de l'année.

Craignant la colère et l'explosion, le ministère annonce deux jours après que les moyens sont conservés jusqu'à la fin de l'année

La violence de cette nouvelle mesure d'économie a provoqué la stupéfaction à tous les étages : stupeur et colère chez les chefs d'établissements, dans les équipes enseignantes, dans les équipes pédagogiques, dans les services de gestion devant en quelques heures faire le bilan des moyens dépensés pour reprendre les enveloppes restantes. Une fois de plus, une fois de trop, du mépris face au rapt des moyens.

Ce gouvernement, manifestement en roue libre, qui ne fonctionne que par le mépris et les coups de forces, a finalement été contraint de reculer sous la pression des personnels et la menace de mobilisations.

Cela dit, la violence de l'annonce nous donne une indication du peu de cas que ces « gestionnaires » des économies de guerre font de l'institution scolaire, des droits des élèves et des personnels. Bruno Le Maire n'a pas exclu de reprendre quelques milliards de plus cette année. S'agira-t-il de raboter les DHG de la rentrée ? De fermer plus de classes ? De fermer les établissements et les structures spécialisés ?

Mais son gouvernement a peur d'une généralisation des mobilisations, des grèves. Il craint la capacité de blocage des personnels avec le soutien des parents. Ce qui s'exprime partout en France à travers les mobilisations contre « le choc des savoirs » ne peut que les inquiéter.

Le rejet de leur politique est énorme...

Ils savent que tôt ou tard, tout cela leur explosera à la figure

Nous pouvons les arrêter ! Réunissons-nous en Assemblées générales, établissons les revendications et décidons des moyens à mettre en œuvre pour les obtenir. Allons chercher tous les moyens qu'ils nous doivent. Allons chercher les postes, les heures, les augmentations de salaire.

Montreuil, le 1^{er} mai 2024